



Rapporteur : Mme ROUSSET

N° CP_2025_0479

12 - Aménagement et développement des territoires

**Contrats départementaux de solidarité territoriale - Investissement
- Bâtiments polyvalents et aménagement**

Le 8 septembre 2025 à 14h19, les membres du Conseil départemental, régulièrement convoqués par M. CHENUT, Président, se sont réunis dans les locaux de l'Assemblée départementale, sous sa présidence.

Au moment du vote de la présente délibération,

Étaient présents : Mme ABADIE, Mme BIARD, Mme BILLARD, M. BOHANNE, Mme BOUTON, Mme BRUN, M. CHENUT, M. COULOMBEL, Mme COURTEILLE, Mme COURTIGNÉ, M. DE GOUVION SAINT-CYR, M. DELAUNAY, M. DÉNÈS, Mme DUGUÉPÉROUX-HONORÉ, Mme FAILLÉ, Mme FÉRET, M. GUÉRET, M. GUIDONI, M. HERVÉ, M. HOUILLOT, Mme KOMOKOLI-NAKOAFIO, M. LAPAUSE, Mme LE FRÈNE, M. LE GUENNEC, M. LE MOAL, Mme LEMONNE, M. LENFANT, M. LEPRETRE, Mme MAINGUET-GRALL, M. MARCHAND, M. MARTIN, Mme MESTRIES, M. MORAZIN, Mme MOTEL, M. PAUTREL, M. PERRIN, M. PICHOT, Mme QUILAN, Mme ROCHE, Mme ROGER-MOIGNEU, Mme ROUSSET, Mme ROUX, Mme SALIOT, M. SOHIER, M. SORIEUX, M. SOULABAILLE, Mme TOUTANT

Absents et pouvoirs : M. BOURGEOUX (pouvoir donné à Mme TOUTANT), Mme GUIBLIN (pouvoir donné à M. DE GOUVION SAINT-CYR), Mme LARUE (pouvoir donné à M. PICHOT), M. MARTINS (pouvoir donné à Mme DUGUÉPÉROUX-HONORÉ), Mme MERCIER (pouvoir donné à M. HOUILLOT), Mme MORICE (pouvoir donné à M. SORIEUX), M. SALMON (pouvoir donné à Mme ROCHE)

Après épuisement de l'ordre du jour, la séance a été levée à 16h48.

La Commission permanente

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 3211-2 ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de pouvoirs à la Commission permanente ;

Vu les délibérations du Conseil départemental des 23 juin et 29 septembre 2022, 10 février 2023, 18 avril 2024 et 21 mars 2025 ;

Vu la délibération de la Commission permanente du 26 août 2024 relative au contenu et la programmation du contrat départemental de solidarité territoriale de la Communauté de communes du Pays de Dol et de la Baie du Mont-Saint-Michel, pour la période de 2023 - 2028 ;

Vu la délibération de la Commission permanente du 18 novembre 2024 relative au contenu et la programmation du contrat départemental de solidarité territoriale de Vallons de Haute Bretagne Communauté et Redon Agglomération, pour la période de 2023 - 2028 ;

Expose :

Au titre de la 4^{ème} génération des contrats départementaux de solidarité territoriale 2023 - 2028, l'Assemblée départementale d'Ille-et-Vilaine a approuvé, en juin et septembre 2022, les conventions-type et les enveloppes d'investissement et de fonctionnement des communautés de communes et d'agglomération ainsi que de Rennes Métropole.

Depuis cette date, dans le cadre d'une démarche de co-construction avec le Département, les établissements publics de coopération intercommunale ont pu préparer la programmation de leur contrat départemental de solidarité territoriale, avec l'ensemble des acteurs concernés. La société civile a également été associée à la démarche au travers des comités de pilotage territoriaux.

Les principales modalités techniques du volet d'investissement sont les suivantes :

- le taux d'intervention du Département plafonné à 50 % du coût prévisionnel de l'action (hors bonification), dans la limite de 30 % de l'enveloppe affectée au territoire et de 80 % de subventions publiques, hors associations ;
- les projets relevant des priorités départementales peuvent prétendre à un financement plafonné à 50 % du coût prévisionnel de l'action, avec un plancher de subvention fixé à 10 000 euros, les autres projets à un financement plafonné à 25 % (hors bonification) avec un plancher de subvention fixé à 3 000 euros ;
- une bonification du taux d'intervention d'un maximum de 10 % peut être attribuée aux projets intégrant des critères de transition environnementale et sociale, en complément de la subvention principale proposée par le comité de pilotage du contrat ;
- pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage associative ou privée, l'intervention financière du Département est subordonnée à une participation du bloc local minimale de 20 % du montant de la subvention du Département.

Les dossiers de subvention, joints en annexe, s'inscrivent donc dans ce cadre et relèvent de la programmation d'investissement 2024 du territoire concerné.

3 dossiers de subvention « bâtiments polyvalents » concernent les contrats départementaux de solidarité territoriale de :

- la Communauté de communes du pays de Dol et de la Baie du Mont-Saint-Michel pour un montant de 143 850 euros ;
- la Communauté de communes de Vallons de Haute Bretagne Communauté pour un montant de 24 963,06 euros ;
- Redon Agglomération pour un montant de 150 000 euros.

Les conditions de versement des subventions, décidées dans le cadre du vote du budget primitif 2025, s'appliqueront pour ces dossiers de la manière suivante :

- un paiement maximum par an pour chaque projet ;
- un premier acompte possible à condition d'avoir réalisé au moins 50 % des dépenses et le versement d'au moins 30 % de la subvention après l'achèvement des travaux ;

- un plafonnement de versement annuel par projet de 100 000 euros par an pour les subventions inférieures ou égales à 200 000 euros, 150 000 euros pour les subventions entre 200 000 et 500 000 euros, 200 000 euros pour les subventions supérieures ou égales à 500 000 euros.

Décide :

- d'attribuer dans le cadre du volet investissement des contrats départementaux de solidarité territoriale 2023 - 2028, 3 subventions d'un montant total de 318 813,06 euros, dont le détail figure dans les annexes 1 et 2 et selon la répartition suivante :

- un dossier pour le contrat départemental de solidarité territoriale de la Communauté de communes du Pays de Dol et de la Baie du Mont-Saint-Michel pour un montant de 143 850 euros ;
- un dossier pour le contrat départemental de solidarité territoriale de la Communauté de communes de Vallons de Haute Bretagne Communauté pour un montant de 24 963,06 euros ;
- un dossier pour le contrat départemental de solidarité territoriale de Redon Agglomération pour un montant de 150 000 euros.

Vote :

Pour : 52

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : Mme MOTEL, M. PICHOT

En conséquence, la délibération est **adoptée à l'unanimité.**

Transmis en préfecture le :
9 septembre 2025
ID: CP_2025_0479

Pour extrait conforme